



Inde

Introduction

L'évaluation de l'IRCC a été réalisée dans trois différents paysages bio-culturels en Inde : la zone forestière de Buxa-Chilapata (BTR-CPT) dans l'État du Bengale dans l'est du pays, le Parc national et la Réserve de tigres de Tadoba Andhari (TATR) dans l'État de Mahatasthra au centre du pays et finalement les prairies de Banni dans l'État de Gujarat dans l'ouest du pays. Traditionnellement, ces communautés profitaient de droits coutumiers pour assurer leur subsistance, ce qui incluait le pâturage, l'agriculture à petite échelle et la collecte de produits forestiers non-ligneux (PFNL). Cependant, l'érosion de ces droits, tout d'abord par l'ère coloniale puis par le gouvernement indépendant indien, a conduit à la perte de leurs moyens de subsistance tout en intensifiant la pauvreté dans ces zones.

Le site de Buxa-Chilapata rassemble les villages forestiers de Taungya habités par les tribus de Rabha et Jharkhandi ainsi que d'autres communautés locales. Il est entouré par la Réserve de tigres de Buxa et le Parc national de Jaldhpara. Ces villages forestiers ont été fondés par l'administration forestière coloniale lors de la dernière décennie du 19^e siècle, assurant ainsi une main d'oeuvre captive et forcée pour les opérations forestières. Les communautés habitant ces villages pratiquaient traditionnellement l'agriculture itinérante et utilisaient le feu de façon contrôlée afin de préserver la

biodiversité sur les terres et dans les forêts. Ce sont ces connaissances qui étaient désirées et utilisées par les experts forestiers coloniaux, posant les piliers de ce qui deviendrait « la gestion scientifique des forêts ». Les communautés plantaient des arbres fruitiers, cultivaient des légumes et pratiquaient la culture intercalaire entre les rangées de jeunes arbres dans les plantations.

Le TATR est habité par les Gonds, une tribu du centre de l'Inde qui vénère la nature. Depuis que cette région a été



Femme portant de l'eau dans le Parc national Tadoba Andhari et la Réserve de tigres.
Souparna Lahiri/GFC

déclarée zone protégée par une succession de régimes, les Gonds ont été menacés d'expropriation et de déplacement, et donc, ont été soumis à de fortes pressions pour quitter la zone. Depuis 1968, la pâture est restreinte à la zone sanctuaire, et la collecte de PFNL et de produits forestiers mineurs, telles les feuilles de Tendu, est complètement bannie du Parc national et de la Réserve de tigres. Aujourd'hui, les villageois luttent pour leur existence et leur droit de vivre dans la dignité ainsi que pour la

conservation et la protection de leurs forêts, de leur biodiversité et de leurs moyens de subsistance.

L'évaluation dans les prairies de Banni a été facilitée par une ONG locale, Sahjeevan, qui possède une longue expérience de travail avec ces communautés. Trois communautés connues comme Sindhi Maldharis ont participé au processus.

Traditionnellement, elles élevaient du bétail qui pouvait se déplacer en toute liberté entre les différents territoires. Le Département des forêts a revendiqué les prairies en 2009 lorsqu'il a annoncé un Plan de travail afin de gérer cette zone protégée. Le plan avait comme objectif de limiter la pâture et de fragmenter les terres en cercles de travail.

L'IRCC a débuté son travail dans ces trois zones en entreprenant des consultations détaillées avec les communautés et d'autres acteurs concernés. Après qu'un

consentement préalable, libre et éclairé ait été octroyé par les communautés, les équipes d'évaluation ont été définies et elles ont participé à des ateliers de construction de capacités et des formations. La méthodologie utilisée pour les évaluations consistait en la cartographie des ressources, les groupes de discussion dirigée (aussi avec des femmes) et la collecte de témoignages oraux, surtout ceux des aînés de la communauté.

L'initiative de conservation communautaire et les impacts biologiques

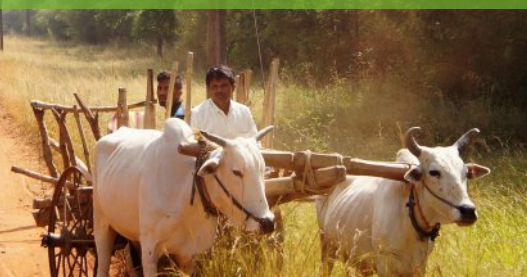
Les communautés participant à l'évaluation de l'IRCC invoquent la Loi sur les tribus répertoriées et autres habitants traditionnels des forêts de 2006 (reconnaissance des droits forestiers), communément appelée « FRA », afin de faire valoir leurs droits sur les ressources naturelles. Auparavant, et ce depuis l'ère coloniale, les communautés forestières en Inde avaient perdu leurs droits sur les forêts et n'étaient pas autorisées à utiliser leurs pratiques traditionnelles de conservation. Cette législation unique et historique a rétabli leurs droits traditionnels et les habilite à gérer leurs forêts par l'intermédiaire des Gram Sabhas, des conseils traditionnels de villages composés de tous les adultes de la communauté. Ces droits sont

étroitement liés aux idées de subsistance et d'identité culturelle et ont permis aux communautés et à leur environnement de s'épanouir.

Les communautés de Buxa-Chilapata et les Gonds habitant le territoire du TATR ont profité des opportunités créées par la FRA pour revendiquer les droits forestiers sur les territoires à proximité de leur village. Ils ont mis en place un Gram Sabha et des patrouilles de forêts réalisées par les membres des communautés, et ont planté de jeunes arbres de variétés indigènes dans des parcelles de terre où les forêts naturelles avaient été abattues. Aussi, ils ont rejeté les tentatives de relocalisation du Département des forêts.

Dans les prairies de Banni, les trois communautés qui ont participé à l'IRCC se sont formellement enregistrées en tant qu'Association des éleveurs de Banni (BBA) et ont établi des droits formels coutumiers sur ces ressources territoriales, également grâce à la FRA. En 2011, elles ont lancé un programme dans dix villages afin de régénérer les pâturages autour de chacun de ces villages. Ceci fait partie de la lutte à plus grande échelle qui revendique les droits des communautés sur leurs territoires et la gestion des pâturages. Cet exercice a aidé à démontrer l'efficacité de la régénération des pâturages par les communautés pastorales elles-mêmes.

Chars à boeuf sur la route à la zone centrale, Tadoba Andhari. **Souparna Lahiri/GFC**



Des anciens du village, Tadoba Andhari. **Souparna Lahiri/GFC**



Les femmes Rabha font une prière de gratitude avant la fête, Buxa-Chilapata. **Souparna Lahiri/GFC**

Menaces internes et externes

Les Départements des forêts et l'État créent des obstacles à l'implémentation de la FRA. Par exemple, les communautés qui ont participé à l'IRCC devraient pouvoir jouir de leurs droits coutumiers sur leurs forêts et maintenir leurs moyens de subsistance traditionnels, mais en pratique, elles sont menacées par l'expansion des zones protégées, le déplacement forcé et la perte d'accès aux ressources naturelles.

Parallèlement, les départements des forêts canalisent plusieurs schémas,

avantages et financements gouvernementaux via les Panchâyats locaux, auxquels certains représentants des villages sont élus, ainsi que les comités de gestion forestière conjointe, au lieu des Gram Sabhas traditionnels qui réunissent tous les adultes de chaque village. Ceci conduit au népotisme et créé une division entre et au sein des communautés. Le manque de support pour les droits des communautés sur leurs forêts et leurs pâturages vient fortement chambouler les initiatives des communautés et érodent leurs

connaissances sur la gestion de leurs forêts.

Les interventions dans le paysage génèrent plusieurs problèmes. En général, il existe une forte opposition aux plantations d'arbres en monoculture qui détruisent les moyens de subsistance et la santé des communautés ainsi que la valeur économique et écologique des forêts auxquelles elles dépendent. L'intervention dans les prairies de Banni inclue la propagation de l'espèce hautement invasive, *Prosopis juliflora*, qui

a délogé différentes variétés de graminées, d'herbes et d'arbustes qui sont vitaux pour la santé et le bien-être des bétails de Banni.

La plupart des menaces internes identifiées par les communautés sont le résultat d'une intervention mal entreprise par l'État, l'ingérence des intérêts commerciaux et l'influence des pratiques culturelles « mainstream ». Les relations traditionnelles et culturelles entre les communautés et leur environnement sont menacées. Les moyens de subsistance traditionnels ne sont plus considérés comme une option viable par les nouvelles générations qui cherchent des emplois et des moyens de subsistance hors de leur habitat traditionnel, leurs forêts et leurs

territoires. La philosophie de la gestion judicieuse des ressources naturelles est en jeu dans les trois régions. Comme conséquence de ses interactions plus fréquentes avec la culture dominante moderne, le rôle traditionnel des femmes a également évolué. Même dans le cas de la communauté matrilineaire de Rabha (Buxa-Chilapata), les hommes prennent de plus en plus de décisions et les femmes sont contraintes aux responsabilités domestiques et à l'éducation des enfants.

Le pastoralisme est un mode de vie et de subsistance en pleine mutation aux quatre coins du monde et la région de Banni n'est pas l'exception. Les politiques de développement ont stimulé des

méthodes de production de lait qui vient miner les pratiques pastorales. À cause des restrictions sur les déplacements des bergers avec leurs animaux, les animaux mâles ont perdu de la valeur économique. Ceci affecte considérablement les moyens de subsistance pastorale et mène à la croissance de la dépendance à l'économie laitière : les Maldharis se sont convertis en producteurs de lait au lieu de bergers. Ceci a conduit à une dépendance encore plus accrue envers les marchés extérieurs pour l'eau et le fourrage pour leurs animaux. En même temps, il est possible de percevoir l'accroissement du nombre de têtes dans les pâturages ce qui risque d'excéder leur capacité de charge.

Une manifestation, Chilapata Buxa. NESPON/GFC



Réunion des femmes dans les prairies de Banni. Sahjeevan/GFC



Du bétail dans les prairies de Banni. Sahjeevan/GFC

Conclusions et recommandations

La reconnaissance des droits des communautés sur les territoires forestiers est essentielle à la survie des communautés et de leur environnement. Ces communautés ont traditionnellement été les gardiens de leurs territoires et de leurs savoirs écologiques, et les normes culturelles ont joué un rôle significatif dans la conservation des ressources naturelles. Les politiques qui limitent leur accès à ces terres sont néfastes pour les communautés et les ressources écologiques.

Les communautés vivent présentement une crise des moyens de subsistance qui pourrait, à grande échelle, être remédiée par l'enregistrement de leurs droits

fonciers sur les terres et les ressources forestières communautaires. Les trois communautés ont déjà entrepris des démarches pour reprendre le contrôle de leurs forêts, mais l'enregistrement formel des droits et le fait de permettre aux Gram Sabhas de fonctionner pourrait avoir un effet multiplicateur sur les initiatives de conservation communautaire et faciliter les démarches de contrôle communautaire et de gestion des forêts.

En collaboration avec des ONG locales, les communautés défendent également la nécessité du gouvernement indien de reconnaître la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples

Autochtones (DNUDPA) et, dans cet esprit, de mettre en oeuvre les dispositions du FRA de 2006 et du PESA (Panchâyats, Extension aux zones répertoriées, 1996) afin de reconnaître leur autonomie et le pouvoir des Gram Sabhas. Le soutien du gouvernement et des agences, qui y sont rattachées à l'aide de schémas de financement et de développement, devrait être canalisé via les comités formés uniquement par les Gram Sabhas.

Le besoin de revigorer les normes de gestion traditionnelle des terres ainsi que d'encourager la formation de nouvelles normes et leur institutionnalisation est urgent. L'État indien devrait faciliter la

Témoignage

M. Salimbhai Node était un résident du village de Sargu à Banni. Affectueusement appelé Salim Mama (oncle maternel), il était considéré comme un Bhagiya, celui qui possède de l'expertise en pratiques ethno-vétérinaires et en connaissances autochtones. Salimbhai s'est rendu compte de l'importance des moyens de subsistance traditionnels et des droits coutumiers sur l'écologie de Banni. Il a travaillé pour redéfinir les manières dont les pâturages ont été utilisés, conservés et gérés par les bergers Banni. Il a également été un membre important du BBA. Son éloquence et son humour égalaient sa grande sagesse. Malheureusement, Salimbhai a succombé à la maladie en avril 2017. Son héritage vit toutefois à travers les divers programmes et les campagnes qu'il a aidé à mettre sur pieds et à travers la détermination des Maldharis de revendiquer leurs droits coutumiers sur leurs territoires traditionnels.



M. Salimbhai Node.
Sahjevan/GFC

restauration des paysages en conformité avec la sagesse et les connaissances traditionnelles des communautés ainsi que les exigences et les besoins locaux afin de faire bénéficier à la fois la communauté et la faune, tout en protégeant les forêts et la biodiversité. Dans les zones pastorales, il est primordial de ré-établir les relations commerciales et non-commerciales traditionnelles entre les fermiers et les bergers.

Les femmes des communautés ont souligné l'importance d'assurer leurs droits traditionnels et leur sécurité quand elles entrent dans la forêt pour la collecte de bois de chauffage, de PFNL ou d'autres produits forestiers.

Les femmes ont également affirmé que la formation et la consolidation des Gram Sabhas aiderait à renforcer leur participation et leur rôle dans les processus décisionnels relatifs au bien-être de la communauté et aux initiatives de conservation.

Finalement, fournir de l'assistance pour faire valoir leurs droits sur les forêts, pour adopter les normes et pour améliorer leur accès à l'éducation sera très bénéfique pour les communautés. Par exemple, dans les prairies de Banni, les communautés ont demandé à un groupe d'écologistes et de spécialistes en sciences sociales (RAMBLE - Recherche et surveillance dans le paysage de Banni) d'étudier les changements de comportement des bergers en réponse aux modifications dans leurs sphères politique, sociale et économique immédiates.



Sundarsing Rabha.
Souparna Lahiri/GFC

Lors d'une nuit d'hiver en janvier 2010, des agents forestiers et des policiers ont fait interruption dans le village de Kurmai, dans la région de Chilapata-Buxa, et ont frappé à la porte de Sundarsing Rabha, un leader de 21 ans de la communauté de Rabha. La police est venue l'arrêter sous un mandat signé par le Département de forêts qui lui reprochait d'avoir activement participé et facilité la déclaration des forêts communautaires par le Gram Sabha de Kodalbasti. Le village endormi s'est rapidement réveillé et les femmes ont accouru pour former une barrière de sécurité entre Sundar et la police pour prévenir son arrestation, refusant de bouger tant et aussi longtemps que les policiers et les gardes forestiers n'aient quitté le village. Suite à cet incident, plusieurs mandats d'arrêt ont été exécutés contre Sundar et actuellement, il fait face à 13 chefs d'accusation. Toutefois, le harcèlement policier et les critiques de la part des agents forestiers est chose courante pour ce jeune leader Rabha qui est déterminé à lutter pour le bien-être de sa communauté et pour les droits des villageois forestiers dans la région de Chilapata-Buxa. Il est présentement le co-coordonnateur du North Bengal Forum of Forest People and Forest Workers (Forum du Bengale du Nord des peuples forestiers et des travailleurs forestiers) ainsi qu'un membre du All India Forum of Forest Movements (AIFFM, ou Comité de Coordination centrale du Forum indien des mouvements forestiers).

Ce document est un résumé du rapport complet de l'IRCC sur la résilience des pratiques de conservation des communautés en Inde, qui est disponible à l'adresse: <http://globalforestcoalition.org/community-conservation-resilience-initiative-ccri-full-country-report/>